

LE MINISTRE DES FINANCES CATÉGORIQUE

«Pas besoin de loi de finances complémentaire»

*Davantage d'orthodoxie et de bonnes pratiques dans la gestion des finances publiques. C'est le cap qu'entend prendre le gouvernement qui ne voit pas d'utilité, sauf impondérable, à l'élaboration d'une loi de finances complémentaire. C'est ce qu'avance le ministre des Finances, Mohamed Djellab, qui annonce, par ailleurs, qu'une réforme bancaire sera lancée dans les semaines prochaines.*

**Chérif Bennaceur - Alger (Le Soir)**  
-«Nous maîtrisons de plus en plus nos dépenses et nos prévisions», assurait hier le ministre des Finances, s'exprimant en marge de la 38e Conférence du Conseil des gouverneurs des Banques centrales et des autorités et institutions monétaires et financières arabes, ouverte à l'hôtel El Aurassi. Mohamed Djellab répondait ainsi à une question sur l'absence d'élaboration depuis deux ans d'une loi de finances complémentaire (LFC). Une absence d'élaboration, une disparition qui «entre dans le cadre d'une politique (visant) à revenir à une orthodoxie financière», dira le premier argentier du pays. Certes, l'élaboration d'une LFC «n'est pas une catastrophe», relève Mohamed Djellab qui précise que le recours à une telle loi s'explique lorsque «des événements, des changements importants dans le monde» impactent sur le pays, sur ses dépenses. Or, le gouvernement ne voit plus d'utilité, considère son représentant, à l'élaboration d'une telle loi, dans la mesure où la

gestion économique et financière est considérée comme davantage efficiente. Voire, la disparition de la LFC constitue «une preuve d'une maîtrise des finances publiques», affirme Mohamed Djellab, sauf impondérable.  
Dans ce contexte, le ministre des Finances a assuré de l'opportunité financière du nouveau programme quinquennal d'investissements publics 2015-2019 et dont l'esquisse financière a été arrêtée à hauteur de 21 000 milliards de dinars, soit l'équivalent de 262,5 milliards de dollars. «Nous ne lancerions aucun plan si nous n'avions pas les moyens», précisera le ministre des Finances soucieux de démontrer que les ressources financières existent. «Il y a un cadre budgétaire qui a été opéré. Nous avons évalué nos moyens et tout ce qui est entrepris est pris en charge en termes de moyens», déclare Mohamed Djellab.  
L'inflation baisse à 1,49% en juillet  
Précisant que l'essentiel de ce programme quinquennal, de la dépense

publique sera consacré à l'investissement et générera par conséquent de la croissance économique, le ministre des Finances élude ce faisant tout impact inflationniste. Voire, l'inflation «n'augmente pas mais ne fait que baisser», assure M. Djellab qui indiquait auparavant, face à l'auditoire représentatif des banques centrales, des autorités monétaires et institutions financières des pays arabes, que l'Algérie a enregistré en juillet dernier un taux d'inflation de 1,49%.  
Indiquant que la tenue de cette 38e Conférence démontre l'importance de la place d'Alger, le ministre des Finances assure que l'économie nationale est «en croissance» et que le marché algérien «est attractif». «Il attire les investissements directs étrangers, contrairement à ce qui se dit», dira Mohamed Djellab. De même, le premier argentier relèvera la démarche de stabilisation financière et monétaire ainsi que la dynamique de développement de l'inclusion et de l'intermédiation bancaires et financières en œuvre en Algérie.  
Vers une réforme bancaire  
Dans ce contexte, Mohamed Djellab annoncera que l'Algérie «va lancer une réforme bancaire» dans les prochaines semaines, soit avant la fin

de l'année. Une réforme qui vise, expliquera-t-il, à renforcer la «gouvernance» des établissements bancaires et financiers. Il s'agit d'aller «vers une plus large représentativité» au sein des conseils d'administrations, au-delà du niveau des fonctionnaires, d'insuffler davantage de «professionnalisme» et de «faire évoluer les niveaux de responsabilité et d'initiative».  
Sur le plan opérationnel, Mohamed Djellab évoque le développement d'un système de paiement moderne. «Nous allons essayer d'aller plus fortement, plus rapidement vers l'utilisation des nouveaux moyens de paiements, que le chèque, la carte soient acceptés et que les commerçants adhèrent. C'est dans l'intérêt de l'économie et des particuliers», dira le ministre des Finances. En ce sens, il indiquera que la centrale des risques de crédits aux ménages et entreprises, relevant de la Banque d'Algérie, devrait être opérationnelle dans «les prochaines semaines ou dans quelques mois», permettant ainsi l'octroi de crédits bancaires à la consommation. Déjà opérationnelle pour les entreprises, cette centrale n'est cependant pas encore prête pour les particuliers, ce qui a retardé une telle perspective selon le ministre des Finances. Autre focus de la réforme bancaire, la diversification des modes de financement de l'économie.

La réforme, incontournable pour les pays arabes  
La réforme bancaire et financière, la réforme structurelle, il en a été justement question lors des allocutions d'ouverture de cette 38e Conférence des gouverneurs des Banques centrales arabes, mais aussi lors des travaux tenus à huis clos. Subissant l'impact de la crise financière internationale, assez négatif pour la plupart des économies arabes notamment celles non pétrolières, et confrontés à des contraintes endogènes et des perspectives internationales «sombres» selon le gouverneur de la Banque d'Algérie, les pays arabes sont ainsi appelés à impulser une dynamique de réforme structurelle «approfondie» pour paraphraser le gouverneur de la Banque centrale de Libye et président du Conseil des gouverneurs, Essedik Omar El Kebir.  
Finalité de cette réforme, permettre et consolider la croissance économique, contribuer à la résorption du chômage endémique notamment juvénile et à lever les défis socioéconomiques mais aussi participer à l'amélioration de l'inclusion bancaire. Il s'agira ainsi pour les pays arabes d'oeuvrer vers davantage de «coordination et de coopération», invitera Mohamed Laksaci, notamment dans le domaine statistique. Ceci outre la nécessité d'agir en matière de stabilisation monétaire et financière, mise en place d'une intégration arabe effective, promotion de la compétitivité.....  
C. B.

IL PRÉSIDAIT HIER UNE CONFÉRENCE À ALGER  
Le gouverneur de la Banque centrale libyenne  
démis par son Parlement

Ubuesque, le statut du gouverneur de la Banque centrale libyenne. Présent hier à Alger, à l'occasion de la tenue de la 38e Conférence du Conseil des gouverneurs des Banques centrales et des autorités monétaires et institutions financières arabes qu'il préside, Essedik Omar El Kebir avait été démis le même jour de ses fonctions par le nouveau Parlement de la

Libye où domine une situation chaotique. Légitimes ou non, les nouveaux parlementaires libyens qui l'ont convoqué pour audition et l'ont limogé savaient-ils que le gouverneur de la Banque centrale libyenne était lié par des obligations à l'étranger ? La présence du gouverneur libyen en Algérie s'avère-t-elle indue ?  
C. B.

RACHAT DE DJEZZY  
Djellab élude la question du prix

Interrogé, hier, sur le rachat par l'Etat algérien de l'opérateur de téléphonie mobile Djezzy, le ministre des Finances a éludé la question du prix de cession. Considérant que cette question relève quasiment du non-sens, Mohamed Djellab indiquera que les pouvoirs publics se prononceront «en toute transparence», le moment opportun.  
C. B.

TOURISME

Le partenariat ONAT-Sélectour (France) opérationnel

*Avec la signature d'une convention de partenariat entre l'opérateur touristique algérien, l'Office national algérien du tourisme (ONAT), et son homologue français, Sélectour, on peut dire que 2014 est l'année des grandes manœuvres dans le secteur du tourisme algérien.*  
La bataille que livre l'ONAT ressemble à une grande offensive tendant à placer la destination Algérie sur la liste de celles demandées de par le monde. C'est dans ce cadre que le tour opérateur algérien et premier voyageur en Algérie a planifié une multitude de projets dont celui d'importation de touristes étrangers. Son alliance avec son homologue français Sélectour devrait lui permettre de consolider ses atouts pour atteindre cet objectif. D'autant qu'avec sa carte de visite de 1er réseau d'agences de voyages indépendant en France, animé par 1 170 points de vente implantés dans 98 départements de l'Hexagone, 4 000 experts du tourisme et d'affaires et au titre de chiffre d'affaires de 2,8 milliards d'euros par an, Sélectour — deve-

nu «As Voyages» après sa fusion en janvier 2010 avec Afat-Voyages — n'est plus à présenter. Son représentant Robert Vayssières, installé à Alger au lendemain de la signature de l'accord de partenariat, le souligne : «L'Algérie dispose de toutes les potentialités touristiques pour se transformer en destination privilégiée des touristes français. Certes, il y a encore beaucoup de travail à faire pour atteindre cet objectif, mais j'ai la certitude que nous réussirons. L'avantage des Algériens est d'être très hospitalier, de bon accueil et surtout de cœur. Il reste à améliorer des situations et à parfaire des rouages. Ce qui va demander du temps et des efforts et c'est dans ce sens qu'a été signée la convention avec l'ONAT».  
Le programme de travail des deux partenaires est ambitieux. Des études et des sondages destinés à cerner pour mieux maîtriser les produits à proposer sont en cours d'élaboration.  
Ces produits qui intéressent les petits et les grands budgets portent sur des projets clés en mains et d'autres des séjours individualisés ou à la carte. «Créer une image de la destination Algérie. Faire du bon travail», semble être le crédo des

deux partenaires. Quel est le facteur à même de permettre de créer le déclic auprès de ceux auxquels est proposée la destination Algérie ? Il s'agit de la botte apparemment secrète que Robert Vayssières a refusé de révéler. «Nous sommes tous motivés pour réaliser du bon travail», s'est-il limité à dire aux journalistes qui l'avaient abordé lors de son séjour de travail à Annaba. Sa position figure dans les manuels de marketing de celui qui veut créer, ex-nihilo, un marché. Ce dernier intéresse énormément les touristes français qu'ils soient beurs ou pieds-noirs toutes générations confondues. «Les expériences vécues ces dernières années en termes d'accueil des pieds-noirs en Algérie, ont confirmé l'hospitalité légendaire des Algériens et surtout leur bon cœur. Ces expériences à renouveler ont permis à de nombreux pieds-noirs de vivre des moments d'intenses émotions à la vue de cette terre qui les a vu naître, des maisons qui les ont abrités et des amis qu'ils y ont laissés», a précisé Vayssières.  
De part et d'autre des deux pays des rives de la Méditerranée, les responsables de l'ONAT et Sélectour se gardent de révéler un quelconque

chiffre aussi prévisionnel soit-il pour des séjours de touristes français en Algérie d'ici à la fin de l'année 2014. Contactés, des sociologues et autres spécialistes de la circulation des personnes estiment leur nombre à plus de 20 000 à s'inscrire dans cette perspective. A eux seuls, les Augustiniens formeraient la majorité de ce défilé de touristes avec plus de 10 000 pèlerins. Tout un monde à transporter, à loger, à nourrir, à gaver de souvenirs des régions d'Algérie qu'ils auront visitées à commencer par Annaba et Souk-Ahras pour les adeptes de Saint Augustin l'enfant de Taghaste, l'étudiant en son temps de l'université de Madaure (aujourd'hui M'Daourouch), qui donna son nom à la basilique d'Hippone (Annaba) dont la restauration a été achevée en 2013. Dire que grâce à l'ONAT le tourisme reprendra des couleurs ne serait pas exagéré.  
Ces deux dernières années, cet office sous tutelle du ministère du Tourisme représente un placement à moyen terme très efficient. Sélectour France l'a compris en sollicitant l'ONAT son homologue algérien pour un partenariat gagnant-gagnant.  
A. Bouacha